

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

—
*Direction générale
des collectivités locales*
—

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique
—

Bureau des concours
financiers de l'Etat
—

Circulaire du 8 novembre 2007 relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des communes – Exercice 2008

NOR : INTB0700108C

Pièces jointes :

- une liste des communes éligibles de 2 000 habitants au plus (7 500 dans les DOM) ;
- une liste des communes éligibles entre 2 001 et 20 000 habitants (7 501 et 35 000 dans les DOM) ;
- une liste des communes inéligibles entre 2 001 et 20 000 habitants (7 501 et 35 000 dans les DOM) ;
- une liste des EPCI éligibles de plus de 20 000 habitants (35 000 dans les DOM) composés de communes de moins de 3 500 habitants et dont le potentiel fiscal moyen par habitant est inférieur à 1,3 fois le potentiel fiscal moyen par habitant des EPCI de même nature ;
- une fiche relative à la commission d'élus ;
- formulaires pour établir le bilan 2007 (ces tableaux sont à renseigner directement sur le site intranet de la DGCL).

Communication aux préfetures de la liste des communes et de certains EPCI éligibles à la DGE des communes en 2008, par application de l'article L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales.

*La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets
(métropole, départements d'outre-mer, Saint-Pierre-et-Miquelon), secrétariat général.*

La répartition de la dotation globale d'équipement des communes (DGE) pour 2008 commencera prochainement avec la réunion des commissions départementales d'élus chargées de déterminer les catégories d'opérations prioritaires ainsi que les fourchettes de taux de subvention applicables à la DGE des communes en 2008.

I. – COMMUNES ET EPCI ÉLIGIBLES EN 2008

a) communes :

La liste des communes éligibles a été déterminée conformément aux dispositions de l'article L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Sont éligibles à la DGE :

- toutes les communes de 2 000 habitants au plus (7 500 dans les DOM) ;
- les communes de 2 001 à 20 000 habitants (7 501 à 35 000 dans les DOM) dont le potentiel financier par habitant de l'année précédente (soit 2007 pour la DGE 2008) est inférieur à 1,3 fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de métropole de 2 001 à 20 000 habitants.

Ainsi que le précise l'article R. 2334-21 du code précité, la population prise en compte est celle retenue pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement en 2007.

La loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 (art. 47 II) a remplacé la notion de « potentiel fiscal » par celle de « potentiel financier ». Cette dernière notion est définie à l'article L. 2334-4 du CGCT.

Le potentiel financier moyen par habitant des communes de métropole de 2 001 à 20 000 habitants, pris en compte pour la DGE 2008, s'élève à 827,046280 €. Le seuil au-delà duquel une commune de 2 001 à 20 000 habitants (7 501 à 35 000 dans les DOM) n'est plus éligible à la dotation en 2007 est donc de 1075,160164 € (soit 1,3 x 827,046280 €).

Vous trouverez ci-joint la liste des communes de votre département éligibles en 2008, ainsi que, pour les départements concernés, la liste des communes de 2 001 à 20 000 habitants (7 501 à 35 000 dans les DOM) qui ne sont pas éligibles en 2008 à la DGE.

La liste des communes éligibles est disponible sur le site internet de la DGCL (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) sous la rubrique « Dotations ».

b) Etablissements publics de coopération intercommunale :

S'agissant des EPCI, l'article L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales rend éligibles les EPCI de plus de 20 000 habitants (35 000 dans les DOM) dont toutes les communes membres ont une population inférieure à 3 500 habitants et dont le potentiel fiscal (1) est inférieur à 1,3 fois le potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des EPCI de même nature.

La détermination de cette liste, faisant appel au critère de potentiel fiscal, est établie par mes soins. Vous en trouverez copie en annexe à la présente circulaire, ainsi que sur le site internet de la DGCL sous la rubrique « Dotations ».

Les groupements concernés sont des communautés de communes à fiscalité « 4 taxes » et des communautés de communes à TPU (taxe professionnelle unique). Le seuil au-delà duquel un EPCI répondant au critère précité n'est plus éligible à la dotation en 2007 est de 116,745429 € (1,3 x 89,804176 €) pour les communautés de communes « 4 taxes » et 274,913263 € (1,3 x 211,471741 €) pour celles à TPU.

S'agissant de la liste des autres EPCI éligibles à la DGE qui ne fait intervenir que le seul critère de population, celle-ci reste établie par vos soins. Il s'agit :

- des EPCI de moins de 20 000 habitants (35 000 dans les DOM), que les communes membres soient éligibles ou non ;
- des EPCI de plus de 20 000 habitants (35 000 dans les DOM) dont toutes les communes membres sont elles-mêmes éligibles à la DGE.

A cet égard, je vous rappelle que les syndicats mixtes composés uniquement de communes et de groupements de communes sont également éligibles à la DGE, sous réserve, pour ceux de plus de 20 000 habitants (35 000 dans les DOM), que toutes les communes membres soient elles-mêmes éligibles à la DGE, y compris les communes constituant les EPCI membres du syndicat mixte.

II. – SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DE L'ÉTAT NON CUMULABLES AVEC LA DGE DES COMMUNES

Compte tenu de la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2006, le décret n° 2006-700 du 16 juin 2006, a modifié les dispositions de l'article R. 2334-19 du code général des collectivités locales (CGCT). Sans modifier le fond des règles de non-cumul, il a principalement adapté la nomenclature en chapitres et articles de l'annexe VII du CGCT à la nouvelle nomenclature en missions, programmes et actions.

A toutes fins utiles, j'attire votre attention sur la création de l'action n° 3 « dotation générale de décentralisation » du programme 122 « concours spécifiques et administration » de la mission « relations avec les collectivités territoriales », intervenue après la parution du décret précité. Cette action regroupe les crédits des concours particuliers de la dotation générale de décentralisation relatifs :

- aux bibliothèques municipales et départementales de prêt ;
- aux autorités compétentes pour l'organisation des transports urbains ;
- aux ports maritimes ;
- aux aéroports.

Dans l'attente d'une révision de l'annexe VII, je vous invite à maintenir, lors de vos programmations, le principe du non-cumul des ces dotations avec la DGE des communes.

Je vous précise toutefois que les dotations inscrites dans les missions, programmes et actions mentionnés à l'annexe VII demeurent non cumulables avec la DGE des communes quelle que soit leur imputation budgétaire future, sauf dispositions contraires.

III. – RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION D'ÉLUS

Dans la perspective des prochaines élections municipales du mois de mars 2008, je vous rappelle que l'actuelle commission d'élus reste compétente jusqu'à la formation de la nouvelle commission qui sera mise en place par vos soins après les élections.

Etant donné les délais fixés par l'article L. 2334-34 du CGCT pour la notification de la DGE des communes, il revient à l'actuelle commission d'élus de définir, pour la DGE 2008, les catégories d'investissements prioritaires ainsi que les fourchettes de taux applicables à chacune d'elles.

(1) Pour les EPCI, la notion de potentiel fiscal continue de s'appliquer.

Les élections municipales des 9 et 16 mars 2008 mettront fin, conformément au 8^e alinéa de l'article L. 2334-35 du CGCT, au mandat des membres de la commission d'élus constituée dans chacun des départements de métropole et d'outre-mer à l'exception des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. La commission n'est pas non plus instituée dans la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Il conviendra donc de procéder au renouvellement des membres de la commission d'élus. Les modalités de composition de la commission d'élus et la désignation de ses membres sont celles retenues pour la précédente commission. A toutes fins utiles, vous trouverez ci-joint, sous forme de fiche synthétique, un rappel des règles applicables en la matière.

IV. – PROJETS AYANT UNE DIMENSION « DÉVELOPPEMENT DURABLE »

Dans le cadre du « Grenelle de l'environnement », plusieurs propositions du groupe de travail « Construire une démocratie écologique : institutions et gouvernance » visent à introduire la notion de développement durable dans les aides financières de l'Etat aux collectivités territoriales (Thème n° 5 : les collectivités locales et DOM/TOM) et à prendre en compte cette notion dans les indicateurs de performance des projets annuels de performance (PAP) et des rapports annuels de performance (RAP).

Le Président de la République a annoncé le 25 octobre 2007 son souhait d'associer les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales à cette démarche de développement durable.

D'ores et déjà, je vous invite à prendre en compte cette notion dans l'attribution des subventions au titre de la DGE des communes en favorisant les projets qui présentent une dimension de « développement durable » et de protection de l'environnement. Vous pouvez ainsi accorder des taux de subvention plus significatifs pour ces projets que pour ceux qui ne retiendraient pas cette notion dans leur réalisation.

V. – BILAN DE L'ANNÉE 2007

Comme l'an passé, il vous est demandé d'établir le bilan de l'année 2007 directement sur le site Intranet de la DGCL, avant le 1^{er} février 2008.

Dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, je vous rappelle que la gestion de la DGE des communes est évaluée par des objectifs de performance inclus dans le projet annuel de performance (PAP) du programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes ». Par ailleurs, les écarts entre les résultats obtenus et attendus pour chacun des objectifs sont désormais retracés dans les rapports annuels de performance (RAP).

Ce bilan revêt une importance particulière dans la mesure où il sert à la fois à l'élaboration du RAP 2007 et à celle du PAP 2009 du programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes ». Il devra ainsi être établi par vos soins dès le début de l'année, directement sur le site intranet de la DGCL sous la rubrique :

Finances locales > Gestion budgétaire > Programme 119 « concours financiers aux communes » > Remontées infos préfecture > Bilan 2007 – DGE des communes

Comme vous le savez, la mise en œuvre de la LOLF s'accompagne de la création d'indicateurs de résultats déclinés dans le projet annuel de performance de la mission relations avec les collectivités territoriales. Il vous est par conséquent demandé d'apporter une attention toute particulière aux renseignements que vous fournirez.

Je vous demande en particulier d'accorder le plus grand soin à la mesure des indicateurs de performance du PAP, ainsi qu'au respect des valeurs cibles :

- indicateur n° 1 (pourcentage de projets bénéficiant d'un taux de subvention compris entre 25 % et 35 %). Vous voudrez bien m'indiquer le nombre de projets ayant bénéficié d'un arrêté attributif de subvention en 2007 qui sont compris dans cette fourchette. Vous veillerez également, au titre de l'exercice 2008, à vous rapprocher de l'objectif fixé à 65 % de projets subventionnés dans la fourchette. Je vous rappelle à ce titre que le taux de subvention ne peut être inférieur à 20 % ni supérieur à 60 % du montant prévisionnel HT de la base subventionnable.
- indicateur n° 2 (évolution du volume des investissements des collectivités locales réalisés grâce aux subventions DGE comparée à l'évolution de la FBCF). Les investissements à prendre en compte sont ceux qui ont donné lieu à un arrêté attributif de subvention au cours de l'année 2007 ;
- indicateur n° 3 (délai séparant la décision de subvention de la fin de réalisation du projet). Vous voudrez bien renseigner la rubrique du tableau précisant, pour les opérations dont le paiement a été soldé en 2007, le nombre d'opérations soldées ainsi que la somme du nombre de mois pour chaque opération séparant la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement) et le versement du solde de paiement (2007). Il s'agit des opérations soldées en 2007, quelle que soit la date de l'arrêté attributif de subvention (2007 ou antérieurement).

S'agissant des projets dont le délai d'achèvement a dépassé la valeur cible (moins de trois ans), je vous remercie de m'informer, par note séparée, des raisons ayant entraîné ce retard (manque de disponibilité des crédits, retard des collectivités territoriales dans la réalisation du projet, autres...). Ces explications seront précieuses lors de la présentation du prochain PAP au Parlement.

*
* *

Je vous communiquerai, dès qu'il sera connu, le montant des autorisations d'engagement (AE) de l'enveloppe revenant à votre département pour 2008.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, les règles de fongibilité, définies dans la charte de gestion du programme 119 « concours financiers aux communes et groupements de communes » et applicables au cours de l'exercice 2007, sont inchangées pour l'exercice 2008. Je vous invite donc à vous rapporter à la charte de gestion du programme 119.

Enfin, je vous rappelle que les AE de l'enveloppe 2007 que vous n'aurez pas engagées au 31 décembre 2007 seront annulées. Dans l'hypothèse où vous sauriez dès à présent que toutes les AE ne pourraient être engagées, je vous invite à vous rapprocher dans les meilleurs délais du bureau des concours financiers de l'Etat pour que ces crédits puissent être mutualisés au profit des départements dont les besoins n'auraient pas été satisfaits jusqu'ici.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire qui vous serait nécessaire.

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

E. JOSSA

DGE DES COMMUNES

LA COMMISSION D'ÉLUS

Références : code général des collectivités territoriales articles L. 2334-35, L. 2522-1 et L. 2563-6 ; articles R. 2334-32 à 35 et R. 2563-5.

Composition

L'article L. 2334-35 institue, auprès du préfet, une commission composée :

- de maires des communes dont la population ne dépasse pas 20 000 habitants (métropole) ou 35 000 habitants (DOM) ;
- de présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dont la population ne dépasse pas 20 000 habitants (métropole) ou 35 000 habitants (DOM).

En métropole, le nombre de sièges à pourvoir pour chacune des 2 catégories précitées est obtenu en divisant par 50 respectivement le nombre des communes et celui des EPCI répondant au seul critère précité (population de 20 000 habitants au plus). Le quotient sera arrondi à l'entier le plus proche, inférieur ou supérieur. Il ne pourra être inférieur à deux pour les communes et sera au moins égal à 1 pour les EPCI.

La commission n'est pas instituée dans les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

S'agissant des départements d'outre-mer, la commission est composée de six maires et d'un président d'EPCI, le seuil de population des communes ou EPCI étant porté à 35 000 habitants.

La commission n'est pas instituée à Saint-Pierre-et-Miquelon.

La loi ne prévoyant pas de dispositions relatives à la suppléance des membres de la commission ou à l'éligibilité de membres autres que les maires ou les présidents d'EPCI, seuls ces derniers peuvent en être membres et ils ne peuvent être remplacés, en cas d'empêchement, par des suppléants.

Les représentants des maires doivent détenir la majorité des sièges au sein de la commission. Leur nombre ne peut donc être inférieur ou égal à celui des sièges attribués aux présidents d'EPCI.

Le nombre et la répartition des sièges sont arrêtés par le préfet.

DÉSIGNATION DES MEMBRES

1. Lors du renouvellement des conseils municipaux

Le mandat des membres de la commission expire à chaque renouvellement général des conseils municipaux.

La désignation des membres de la commission revient à l'association des maires du département. Si celle-ci n'existe pas ou s'il existe plusieurs associations, les membres de la commission sont élus par deux collèges électoraux regroupant respectivement les maires ou les présidents d'EPCI de moins de 20 000 habitants (35 000 dans les DOM).

Aucun délai n'est prévu par les textes. Il convient donc de tenir compte des délais de mise en place des différentes structures concernées par les élections municipales, dont les organes délibérants des EPCI qui doivent être mis en place au plus tard le vendredi de la 4^e semaine qui suit l'élection des maires (art. L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales).

Les modalités de l'élection des membres de la commission sont notamment décrites à l'article R. 2334-34 du code général des collectivités territoriales :

- l'élection a lieu à la représentation proportionnelle au plus fort reste (*cf.* annexe) ;
- le vote a lieu sur des listes complètes, sans adjonction ou suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation ;
- les listes de candidatures sont déposées à la préfecture à une date fixée par arrêté du préfet ;
- elles doivent comprendre un nombre de candidats supérieur de moitié au nombre de sièges à pourvoir par collège ;
- l'élection a lieu par correspondance, les bulletins de vote étant adressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au préfet ;
- la date limite d'envoi des bulletins de vote est déterminée par l'arrêté précité du préfet ;
- chaque bulletin est mis sous double enveloppe ; l'enveloppe intérieure ne doit comporter aucune mention ou signe distinctif ; l'enveloppe extérieure doit porter :
 - la mention ; « Election des membres de la commission prévue à l'article L. 2334-35 du code général des collectivités territoriales »,
 - l'indication du collège auquel appartient l'intéressé, son nom, sa qualité et sa signature ;

- les bulletins de vote sont recensés par une commission présidée par le préfet ou son représentant et composée de deux maires désignés par lui ;
- un représentant de chaque liste peut assister au dépouillement des bulletins ;
- en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu ;
- les résultats sont publiés à la diligence du préfet ;
- les résultats peuvent être contestés devant le tribunal administratif dans les dix jours qui suivent cette publication par tout électeur, par les candidats et par le préfet.

2. En dehors des renouvellements municipaux

Le mandat des membres cesse de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés ou élus.

Plus généralement, lorsqu'un poste devient vacant, pour quelque cause que ce soit, les dispositions à prendre diffèrent selon que les membres sont désignés ou élus :

- lorsque les membres de la commission sont désignés par l'association des maires du département, il appartient à celle-ci de désigner un nouveau représentant à la commission,
- lorsque les membres de la commission sont élus, le mandat est alors confié au premier candidat non élu figurant sur la même liste.

ÉLECTION À LA PROPORTIONNELLE AU PLUS FORT RESTE

Les listes se voient attribuer un nombre de sièges par application, en premier lieu, d'un rapport appelé « quotient » et en second lieu, par application de la méthode du plus fort reste.

Le « quotient » résulte de la division du nombre total de suffrages exprimés par le nombre de sièges à pourvoir. Ce « quotient » est appliqué au nombre de voix obtenues par chacune des listes et permet une première attribution des sièges, chaque liste ayant un nombre de sièges égal au nombre de fois où le « quotient » est obtenu.

Les sièges non pourvus sont attribués au plus fort reste qui représente le nombre de voix inemployées par le calcul précédent. La liste (ou les listes) ayant le plus fort reste se voit attribuer le siège restant (ou les sièges restants).

Exemple :

Un département (métropole) compte 350 communes de moins de 20 000 habitants ; le nombre de sièges à pourvoir, au sein de la commission d'élus, s'élève à 7 : $350 / 50 = 7$.

Deux listes sont en présence. Le nombre de suffrages exprimés est de 333 voix dont 207 voix pour la liste A et 126 voix pour la liste B. Le quotient s'élève à 47,57 : $333 / 7 = 47,57$.

Le nombre de sièges obtenu, pour chacune des 2 listes, est le suivant :

– 1^{re} attribution des sièges au quotient :

Liste A : $207 / 47,57 = 4,35$ – 4 sièges lui sont attribués, il reste 0,35.

Liste B : $126 / 47,57 = 2,64$ – 2 sièges lui sont attribués, il reste 0,64.

– 2^e attribution au plus fort reste :

Liste A : reste de 0,35 représentant 16,6 voix inemployées ($0,35 \times 47,57$).

Liste B : reste de 0,64 représentant 30,4 voix inemployées ($0,64 \times 47,57$).

Le siège est attribué à la liste B.

– Résultat :

Liste A : 4 sièges.

Liste B : 3 sièges.

Tableau A/BILAN DGE 2007 – Communes moins de 2000 habitants (DOM : 7500)

Attention: Si vous avez pratiqué la fongibilité, les opérations financées au titre de la DGE, à partir de crédits prélevés sur la DDR, doivent figurer dans le bilan de la DGE ci-dessous. Inversement, les opérations financées au titre de la DDR, à partir de crédits prélevés sur la DGE, doivent figurer dans le bilan de la DDR.

NUM_DEPT	NOM_DEPT	NOMBRE de communes (moins de 2 000 h) éligibles	NOMBRE de demandes de subventions	MONTANT (HT) des investis- sements concernés (en €)	NOMBRE de communes (moins de 2 000 h) bénéficiaires	NOMBRE de projets subventionnés	MONTANT (HT) des investis- sements subventionnés (en €)	MONTANT total des subventions (AE en €)	NOMBRE DE projets subventionnés entre 25% et 35%	TAUX MOYEN de subv. des projets subventionnés entre 25% et 35%	NOMBRE opérations soldées en 2007 (1)	SOMME du nombre de mois des opérations soldées en 2007 (2)	MODIFIÉ LE
(1) Opérations soldées en 2007, quelle que soit la date de la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement).													
(2) Somme du nombre de mois pour chaque opération séparant la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement) et le versement du solde de paiement (2007).													

Tableau B/BILAN DGE 2007 – EPCI moins de 2 000 habitants (DOM : 7500)

Attention: Si vous avez pratiqué la fongibilité, les opérations financées au titre de la DGE, à partir de crédits prélevés sur la DDR, doivent figurer dans le bilan de la DGE ci-dessous. Inversement, les opérations financées au titre de la DDR, à partir de crédits prélevés sur la DGE, doivent figurer dans le bilan de la DDR.

NUM_DEPT	NOM_DEPT	NOMBRE de groupements (moins de 2 000 h) éligibles	NOMBRE de demandes de subventions	MONTANT (HT) des investis- sements concernés (en€)	NOMBRE de groupements (moins de 2 000 h) bénéficiaires	NOMBRE de projets subventionnés	MONTANT (HT) des investis- sements subventionnés (en €)	MONTANT total des subventions (AE en €)	NOMBRE de projets subventionnés entre 25% et 35%	TAUX moyen de subv. des projets subventionnés entre 25% et 35%	NOMBRE opérations soldées en 2007(1)	SOMME du nombre de mois des opérations soldées en 2007	MODIFIÉ LE
(1) Opérations soldées en 2007, quelle que soit la date de la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement).													
(2) Somme du nombre de mois pour chaque opération séparant la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement) et le versement du solde de paiement (2007).													

Tableau C/BILAN DGE 2007 – Cries et EPCI moins de 2 000 h – Catégories

Attention: Si vous avez pratiqué la fongibilité, les opérations financées au titre de la DGE, à partir de crédits prélevés sur la DDR, doivent figurer dans le bilan de la DGE ci-dessous.

Inversement, les opérations financées au titre de la DDR, à partir de crédits prélevés sur la DGE, doivent figurer dans le bilan de la DDR.

La somme du nombre de projets subventionnés de chaque catégorie doit être égale à la somme du nombre de projets subventionnés des communes et des EPCI de moins de 2 000 habitants (Tableaux A et B).

La somme des investissements de chaque catégorie doit être égale à la somme des investissements subventionnés des communes et des EPCI de moins de 2 000 habitants (Tableaux A et B).

La somme des subventions de chaque catégorie doit être égale à la somme des subventions des communes et des EPCI de moins de 2 000 habitants (Tableaux A et B).

NUM. DEPT	PATRI- moine bât & urba- nisme montant des projets de subven- tions (en €)	PATRI- moine bât & urba- nisme montant des investis- sements (en €)	VOIRIE montant des investis- sements (en €)	VOIRIE montants des subven- tions (en €)	SCOLAIRE montant des investis- sements (en €)	SCOLAIRE montant des subven- tions (en €)	EAU/ énergies/ déchets montant des projets de subven- tions (en €)	EAU/ énergies/ déchets montant des investis- sements (en €)	LOISIRS/ sport/ tourisme montant des projets de subven- tions (en €)	LOISIRS/ sport/ tourisme montant des investis- sements (en €)	LOISIRS/ sport/ tourisme montant des subven- tions (en €)	NTIC (1) montant des projets de subven- tions (en €)	NTIC (1) montant des investis- sements (en €)	NTIC (1) montant des subven- tions (en €)	AUTRES catégories montant des projets de subven- tions (en €)	AUTRES catégories montant des investis- sements (en €)	AUTRES catégories montant des subven- tions (en €)	MODIFIÉ le	
(1) NTIC: nouvelles technologies de l'information et de la communication.																			

Tableau D/BILAN DGE 2007 – Communes plus de 2 000 habitants (DOM : 7500)

Attention: Si vous avez pratiqué la fongibilité, les opérations financées au titre de la DGE, à partir de crédits prélevés sur la DDR, doivent figurer dans le bilan de la DGE ci-dessous. Inversement, les opérations financées au titre de la DDR, à partir de crédits prélevés sur la DGE, doivent figurer dans le bilan de la DDR.

NUM- DEPT	NOM- DEPT	NOMBRE de communes (plus de 2 000 h) éligibles	NOMBRE de demandes de subventions	MONTANT (HT) des investis- sements concernés (en €)	NOMBRE de communes (plus de 2 000 h) bénéficiaires	NOMBRE de projets subventionnés	MONTANT des investis- sements (HT) subventionnés (en €)	MONTANT total des subventions (AE en €)	NOMBRE de projets subventionnés entre 25% et 35%	TAUX moyen de subv. des projets subventionnés entre 25% et 35%	NOMBRE opérations soldées en 2007 (1)	SOMME du nombre de mois des opérations soldées en 2007 (2)	MODIFIÉ LE
(1) Opérations soldées en 2007, quelle que soit la date de la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement);													
(2) Somme du nombre de mois pour chaque opération séparant la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement) et le versement du solde de paiement (2007).													

Tableau E/BILAN DGE 2007 – EPCI plus de 2 000 habitants (DOM : 7500)

Attention: Si vous avez pratiqué la fongibilité, les opérations financées au titre de la DGE, à partir de crédits prélevés sur la DDR, doivent figurer dans le bilan de la DGE ci-dessous. Inversement, les opérations financées au titre de la DDR, à partir de crédits prélevés sur la DGE, doivent figurer dans le bilan de la DDR.

NUM_DEPT	NOM_DEPT	NOMBRE de groupements (plus de 2 000 h) éligibles	NOMBRE de demandes de subventions	MONTANT des investis- sments concernés (en €)	NOMBRE de groupements (plus de 2 000 h) bénéficiaires	NOMBRE de projets subventionnés	MONTANT (HT) des investis- sments subventionnés (en €)	MONTANT total des subventions (AE en €)	NOMBRE de projets subventionné s entre 25% et 35%	TAUX moyen de subv. des projets subventionné s entre 25% et 35%	NOMBRE opérations soldées en 2007 (1)	SOMME du nombre de mois des opérations soldées en 2007(2)	MODIFIÉ LE
(1) Opérations soldées en 2007, quelle que soit la date de la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement) ; (2) Somme du nombre de mois pour chaque opération séparant la décision attributive de subvention (2007 ou antérieurement) et le versement du solde de paiement (2007).													

Tableau F/BILAN DGE 2007 – Cnes et EPCI plus de 2 000 h – Catégories

Attention. Si vous avez pratiqué la fongibilité, les opérations financées au titre de la DGE, à partir de crédits prélevés sur la DDR, doivent figurer dans le bilan de la DISE ci-dessous, Inversement, les opérations financées au titre de la DDR, à partir de crédits prélevés sur la DGE, doivent figurer dans le bilan de la DDR.

La somme du nombre de projets subventionnés de chaque catégorie doit être égale à la somme du nombre de projets subventionnés des communes et des EPCI de plus de 2 000 habitants (Tableaux D et E).

La somme des investissements de chaque catégorie doit être égale à la somme des investissements subventionnés des communes et des EPCI de plus de 2 000 habitants (Tableaux D et E).

La somme des subventions de chaque catégorie doit être égale à la somme des subventions des communes et des EPCI de plus de 2 000 habitants (Tableaux D et E).

NUM. DEPT	NOM. SEPT	PATRI- moine bati & urbanisme nombre de projets subven- tionnés	PATRI- moine bati & urbanisme montant des investissements (en €)	VOIRIE nombre de projets subven- tionnés	VOIRIE montant des investissements (en €)	VOIRIE nombre de projets subven- tionnés	VOIRIE montant des investissements (en €)	SCOLAIRE nombre de projets subven- tionnés	SCOLAIRE montant des investissements (en €)	SCOLAIRE nombre de projets subven- tionnés	SCOLAIRE montant des investissements (en €)	EAU/ énergies /déchets nombre de projets subven- tionnés	EAU/ énergies /déchets montant des investissements (en €)	EAU/ énergies /déchets montant des investissements (en €)	LOISIRS/ sport/ tourisme nombre de projets subven- tionnés	LOISIRS/ sport/ tourisme montant des investissements (en €)	LOISIRS/ sport/ tourisme montant des investissements (en €)	NTIC (1) nombre de projets subven- tionnés	NTIC (1) montant des investissements (en €)	NTIC (1) nombre de projets subven- tionnés	NTIC (1) montant des investissements (en €)	AUTRES caté- gories nombre de projets subven- tionnés	AUTRES caté- gories montant des investissements (en €)	AUTRES caté- gories montant des investissements (en €)	MODIFIÉ le